



## Communiqué : la protection des écoles face aux pesticides est une urgence sanitaire

L'association Alerte Pesticides salue la parution d'une enquête du journal *Le Monde* sur l'exposition des écoles aux pesticides<sup>1</sup>. C'est l'occasion de faire le point sur ce qui a changé (ou pas) depuis 2014 et l'affaire de Villeneuve de Blaye. Or si les actes de protection de la part des pouvoirs publics sont encore insignifiants, la prise de conscience des risques sanitaires par certains viticulteurs et certains élus est encourageante. La surexposition aux pesticides parfois cancérigènes, parfois perturbateurs endocriniens, parfois les deux, reste en effet inquiétante, comme l'a déjà montré l'enquête [PestiRiv](#). La contamination par les pesticides de l'atmosphère, des sols, des eaux de surface et des eaux destinées à la consommation humaine est telle que le renforcement des politiques publiques de prévention n'est plus une option selon le dernier rapport du HCSP<sup>2</sup> qui pointe le coût astronomique de l'inaction actuelle. L'enquête du Monde quant à elle montre qu'en Gironde plus d'une centaine d'écoles primaires, une vingtaine de collèges et une dizaine de lycées sont dans le top 500 des établissements soumis à la plus forte « pression pesticides ». En France, cela représente 1,7 millions d'élèves.

Le 8 décembre dernier ce ne sont pas moins de 2300 scientifiques et médecins qui alertaient dans [une lettre ouverte au Premier Ministre](#) sur les menaces d'une déréglementation au niveau européen (projet Omnibus) alors que toutes les études récentes, de PestiRiv à [Geocap Agri](#) en passant par la méta-étude de l'INSERM de 2021 montrent que c'est au contraire davantage de rigueur dans les processus d'homologation des pesticides qu'il faut mobiliser si nous voulons protéger la santé, la fertilité, et les compétences intellectuelles de nos enfants. Ce projet Omnibus adopté par la Commission le 16 décembre doit être refusé par le Conseil et le Parlement européen. Nous surveillerons de près les votes des députés et les positions du gouvernement français.

L'enquête du journal *Le Monde* et de l'équipe de chercheurs du *Joint Research Center* montre à quel point il est urgent de prendre de véritables mesures de protection. Jusqu'à aujourd'hui, ni la Chambre d'agriculture qui a refusé toutes nos propositions d'amélioration de la charte dite « de bon voisinage », ni les responsables du CIVB et encore moins ceux de la FNSEA qui n'ont de cesse de dénoncer les « règles et les normes » n'ont fait de proposition sérieuse concernant la catastrophe sanitaire en cours.

Nous continuons pour notre part de réclamer une aide massive à la conversion en bio, en commençant par les parcelles qui entourent les établissements sensibles que sont les écoles, collèges et lycées, et, pour aider les recherches épidémiologiques, la communication des cahiers d'épandages aux chercheurs. Il n'est plus tolérable que l'accès à l'information sur les produits qui empoisonnent toute la population (à commencer par les agriculteurs eux-mêmes) soit empêché.

Contacts presse : Sylvie Nony 06 51 55 96 07 et Patrice Lapouge 07 67 04 65 43

1 [Article des Décodateurs du 18/12/2025](#) « Plus de 1,7 million d'écoliers français soumis à une forte « pression pesticides », selon une cartographie inédite »

2 [Rapport du Haut Commissariat à la Stratégie et au Plan](#) présenté au CEC le 29/10/2025.